21-03-1983

Transmis à M.
... de H.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Fonction publique et par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, le 13 décembre 1982, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 16 juin 1970 fixant le statut du personnel administratif, du personnel technique et des gens de métier et de service des établissements scientifiques de l'Etat", a donné le 1er mars 1983 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, de 13e december 1982 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Openbaar Ambt en door de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 juni 1970 tot vaststelling van het statuut van het administratief personeel, van het technisch personeel en van het vak- en dienstpersoneel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat", heeft de 1ste maart 1983 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU TEXTE.

PREAMBULE.

L'arrêté en projet entend modifier les articles 8, 10, 11, 18 et les annexes de l'arrêté royal du 16 juin 1970.

Dès lors, l'alinéa 2 serait rédigé avec plus de précision de la manière suivante :

"Vu l'arrêté royal du 16 juin 1970 fixant le statut du personnel administratif, du personnel technique et des gens de métier et de service des établissements scientifiques de l'Etat, notamment l'article 8 modifié par l'arrêté royal du 24 octobre 1979, les articles 10, 11 et 18, et les annexes modifiées par les arrêtés royaux du 25 août 1971, du 4 février 1975, du 24 octobre 1979 et du 4 avril 1980;".

L'arrêté royal du 16 novembre 1979 ne constitue pas le fondement du projet. Loin de contribuer à sa compréhension, sa mention pourrait être une source de confusion, les solutions adoptées dans cet arrêté étant très différentes,sur certains points de celles que retient l'arrêté en projet. Il conviendrait donc d'omettre l'alinéa 3.

Après le visa de l'avis du Comité général de consultation syndicale, il y aurait lieu d'insérer l'alinéa ci-après :

"Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 18 février 1982;".

.../...

DISPOSITIF.

Observations générales.

1. L'arrêté en projet modifie les articles du texte antérieur selon leur ordre numérique. Cette façon de procéder ne permet pas de déceler d'emblée que l'intention du Gouvernement est de créer une carrière d'ingénieur industriel. C'est pourquoi un nouveau texte est proposé.

2. Pour mettre en relief les intentions du Gouvernement, un considérant est inséré dans le préambule et, contrairement à l'usage légistique, une modification de l'annexe I est placée en tête du projet, parce qu'elle constitue l'origine des autres dispositions.

PROPOSITION DE TEXTE.

"ARRETE ROYAL MODIFIANT L'ARRETE ROYAL DU 16 JUIN 1970 FIXANT LE STATUT DU PERSONNEL ADMINISTRATIF, DU PERSONNEL TECHNIQUE ET DES GENS DE METIER ET DE SERVICE DES ETABLISSEMENTS SCIENTIFIQUES DE L'ETAT.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

.../...

Vu l'arrêté royal du 16 juin 1970 fixant le statut du personnel administratif, du personnel technique et des gens de métier et de service des établissements scientifiques de l'Etat, notamment l'article 8 modifié par l'arrêté royal du 24 octobre 1979, les articles 10, 11 et 18, et les annexes modifiées par les arrêtés royaux du 25 août 1971, du 4 février 1975, du 24 octobre 1979 et du 4 avril 1980;

Considérant qu'à la suite de la création des études et du diplôme d'ingénieur industriel par la loi du 18 février 1977, il importe de créer, dans les établissements scientifiques de l'Etat, une carrière d'ingénieur industriel;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 18 février 1982;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier. DISPOSITIONS ORGANIQUES.

Article 1er (article 5 du projet).

A l'annexe I de l'arrêté royal du 16 juin 1970 fixant le statut du personnel administratif, du personnel technique et des gens de métier et de service des établissements scientifiques de l'Etat, modifiée par les arrêtés royaux du 25 août 1971

et du 4 février 1975, sous "B. Grades particuliers, a", les mentions "Ingénieur industriel", "Ingénieur industriel principal" et "Ingénieur industriel-chef de service" sont insérées avant la mention "Ingénieur technicien ou ingénieur technicien principal".

Article 2 (article 7 du projet).

A l'annexe III du même arrêté, modifiée par les arrêtés royaux du 25 août 1971, du 4 février 1975 et du 4 avril 1980, sous "II. Grades particuliers, A", les mentions :

"Ingénieur technicien en chef	Ingénieur technicien principal	conditions reprises à l'arrêté royal du 14 février 1968 portant certaines dispositions administratives et pécuniaires en faveur des agents des administrations de l'Etat, titulaires des grades d'architecte, de conducteur, d'ingénieur technicien ou de certains grades du personnel de contrôle et de surveillance des travaux",
Ingénieur technicien principal	Ingénieur technicien	

sont remplacées par les mentions suivantes :

.../...

"ingénieur industriel-chef de service	ingénieur industriel principal	-ancienneté de grade de 3 ans au moins. -nomination par Nous après avis motivé du Conseil scientifique dans la limite des emplois vacants.
ingénieur industriel principal	ingénieur industriel	-ancienneté de grade de 3 ans au moins. -nomination par Nous après avis motivé du Conseil scientifique dans la limite des emplois vacants.
ingénieur technicien principal	ingénieur technicien	-conditions reprises à l'arrêté royal du 14 février 1968 portant certaines dispositions administratives et pécuniaires en faveur des agents des administrations de l'Etat titulaires des grades d'architecte, de conducteur, d'ingénieur technicien ou de certains grades du personnel de contrôle et de surveillance des travaux".

.../...

Article 3 (article 1er du projet).

Dans l'article 8 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 24 octobre 1979, les mots "ingénieur technicien" sont remplacés par les mots "ingénieur industriel".

Article 4 (article 2 du projet).

L'article 10 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

"Toutefois, le stagiaire jugé apte à occuper un emploi d'ingénieur industriel est nommé par le Roi".

Article 5 (article 3 du projet).

L'article 11 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

"Toutefois, aux conditions reprises au présent arrêté et à l'annexe III, les promotions aux grades de la carrière d'ingénieur industriel sont conférées par le Roi".

Article 6 (article 4 du projet).

Dans l'article 18 du même arrêté, les mots "Commission interdépartementale des stages" sont insérés entre les mots "Conseil de direction" et "Commission départementale des stages".

Article 7 (article 6 du projet).

A l'annexe II du même arrêté, modifiée par l'arrêté royal du 24 octobre 1979, les mots "diplôme d'ingénieur technicien" sont insérés face à la mention "Annexe I, A, 2, 4°".

.../...

CHAPITRE II. DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 8 (articles 8 et 9 du projet).

§ 1er. L'agent, titulaire du grade d'ingénieur technicien ou d'ingénieur technicien principal, dont le diplôme est assimilé à celui d'ingénieur industriel, est nommé au grade d'ingénieur industriel.

Cette nomination produit ses effets le premier jour du mois qui suit le jour de la notification de l'assimilation du diplôme.

Toutefois, si l'agent envoie la notification dans les trente jours de la publication du présent arrêté, la nomination produit ses effets à la date de l'assimilation du diplôme, mais au plus tôt le 1er décembre 1978.

L'assimilation du diplôme est notifiée par lettre recommandée au chef de l'établissement dont relève l'agent.

§ 2. L'agent nommé au grade d'ingénieur industriel en vertu du paragraphe 1er, garde la qualité d'agent sous contrat, d'agent temporaire, d'agent stagiaire ou d'agent définitif dont il est revêtu au moment de cette nomination.

§ 3. L'ingénieur technicien principal nommé ingénieur industriel en vertu du paragraphe 1er, est censé avoir acquis, dans ce dernier grade, l'ancienneté de grade acquise respectivement dans les grades d'ingénieur technicien...(la suite comme à l'article 9, alinéa 1er, du projet).

Cette ancienneté fictive ne peut dépasser trois ans.

Article 9 (article 10, § 1er, du projet).

Les agents qui, à la date de la publication du présent arrêté, sont titulaires du grade d'ingénieur technicien en chef et dont le diplôme est assimilé à celui d'ingénieur industriel peuvent, à leur demande, être nommés au grade d'ingénieur industriel principal aux conditions fixées par l'article 8, § 1er, alinéas 2, 3 et 4.

L'ancienneté de grade acquise dans l'ancien grade est censée acquise dans le nouveau.

Ces agents ont priorité pour la nomination au grade d'ingénieur industriel-chef de service.

Article 10 (article 10, § 2, du projet).

Les agents qui ont réussi un concours d'accession au grade d'ingénieur technicien en chef organisé ou en cours d'organisation à la date de la publication du présent arrêté, et dont le diplôme est assimilé à celui d'ingénieur industriel peuvent, à leur demande, être nommés au grade d'ingénieur industriel principal aux conditions fixées par l'article 8, § 1er, alinéas 2, 3 et 4.

CHAPITRE III. DISPOSITIONS FINALES.

Articles 11 et 12.

(comme au projet)".

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

AANHEF.

Het ontwerp-besluit beoogt de wijziging van de artikelen 8, 10, 11 en 18 van het koninklijk besluit van 16 juni 1970 en van de bijlagen bij dat besluit.

Het tweede lid zou derhalve nauwkeuriger als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Gelet op het koninklijk besluit van 16 juni 1970 tot vaststelling van het statuut van het administratief personeel, van het technisch personeel en van het vak- en dienstpersoneel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, inzonderheid op artikel 8, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 oktober 1979, op de artikelen 10, 11 en 18, en op de bijlagen gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 augustus 1971, 4 februari 1975, 24 oktober 1979 en 4 april 1980";

Het koninklijk besluit van 16 november 1979 vormt niet de rechtsgrond van het ontwerp. Het vermelden van dat besluit zou, eerder dan bij te dragen tot een goed begrip van het ontwerp, een bron van verwarring kunnen zijn daar de erin getroffen regelingen op een aantal punten zeer verschillen van die waarin het ontwerp-besluit voorziet. Het derde lid zou dus moeten vervallen.

Na de verwijzing naar het advies van de Algemene Syndicale Raad van advies zou het navolgende lid moeten worden ingevoegd :

"Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 18 februari 1982";

/

BEPALEND GEDEELTE.

Algemene opmerkingen.

1. Het ontwerp-besluit wijzigt de artikelen van de vorige tekst volgens hun numerieke volgorde. Een dergelijke werkwijze maakt het niet mogelijk meteen in te zien dat de bedoeling van de Regering erin bestaat een loopbaan van industrieel ingenieur in het leven te roepen. Daarom wordt een nieuwe tekst voorgesteld.

2. Om de bedoeling van de Regering goed tot uiting te laten komen, wordt in de aanhef een considerans ingevoegd en wordt, in strijd met hetgeen in de wetgevingstechniek gebruikelijk is, een wijziging van bijlage I vooraan in het ontwerp geplaatst omdat zij ten grondslag ligt aan de andere bepalingen.

VOORGESTELDE TEKST.

"KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 16 JUNI 1970 TOT VASTSTELLING VAN HET STATUUT VAN HET ADMINISTRATIEF PERSONEEL, VAN HET TECHNISCH PERSONEEL EN VAN HET VAK- EN DIENSTPERSONEEL DER WETENSCHAPPELIJKE INRICHTINGEN VAN DE STAAT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 16 juni 1970 tot vaststelling van het statuut van het administratief personeel, van het technisch personeel en van het vak- en dienstpersoneel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, inzonderheid op artikel 8, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 oktober 1979, op de artikelen 10, 11 en 18, en op de bijlagen gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 augustus 1971, 4 februari 1975, 24 oktober 1979 en 4 april 1980;

Overwegende dat ten gevolge van het instellen van de studie en van het diploma van industrieel ingenieur bij de wet van 18 februari 1977, in de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat een loopbaan van industrieel ingenieur dient te worden ingevoerd;

Gelet op het advies van de Algemene Syndicale Raad van advies;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 18 februari 1982;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Openbaar Ambt en van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I. ORGANIEKE BEPALINGEN.

Artikel 1 (artikel 5 van het ontwerp).

In bijlage I bij het koninklijk besluit van 16 juni 1970

tot vaststelling van het statuut van het administratief personeel, van het technisch personeel en van het vak- en dienstpersoneel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 augustus 1971 en 4 februari 1975, worden onder "B. Bijzondere Graden, a", de vermeldingen "Industrieel ingenieur", "Eerstaanwezend industrieel ingenieur" en "Industrieel ingenieur - hoofd van dienst" ingevoegd voor de vermelding "Technisch ingenieur of eerste technisch ingenieur".

Artikel 2 (artikel 7 van het ontwerp).

In bijlage III bij hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 augustus 1971, 4 februari 1975 en 4 april 1980, worden onder "II. Bijzondere graden, A", de vermeldingen :

"Hoofd- technisch ingenieur eerste technisch ingenieur	eerste technisch ingenieur technisch ingenieur	voorwaarden bepaald in het koninklijk besluit van 14 februari 1968 houdende sommige administratieve en geldelijke bepalingen ten gunste van de personeelsleden der rijksbesturen die met de graden van architect, van conducteur, van technisch ingenieur of met sommige graden van het controle- en opzichterspersoneel van werken zijn bekleed"

.../...

door de volgende vermeldingen vervangen :

"industrieel ingenieur-hoofd van dienst	eerstaanwezend industrieel ingenieur	-ten minste 3 jaar graad-anciënniteit. -benoeming door Ons na ge motiveerd advies van de Wetenschappelijke Raad e voor zover er vacante betrekkingen zijn.
eerstaanwezend industrieel ingenieur	industrieel ingenieur	-ten minste 3 jaar graad-anciënniteit. -benoeming door Ons na ge motiveerd advies van de Wetenschappelijke Raad e voor zover er vacante betrekkingen zijn.
eerste technisch ingenieur	technisch ingenieur	-de voorwaarden zijn bepaald bij het koninklijk besluit van 14 februari 1968 houdende sommige administratieve en geldelijke bepalingen ter gunste van de personeelsleden der rijksbesturen die met de graden van architect, van conducteur van technisch ingenieur of met sommige graden van het controle- en opzichterspersoneel van werken zijn bekleed".

.../...

Artikel 3 (artikel 1 van het ontwerp).

In artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 oktober 1979, worden de woorden "technisch ingenieur" vervangen door de woorden "industrieel ingenieur".

Artikel 4 (artikel 2 van het ontwerp).

Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

"De stagiair die geschikt bevonden wordt om een betrekking van industrieel ingenieur te bekleden wordt echter door de Koning benoemd".

Artikel 5 (artikel 3 van het ontwerp).

Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

"Onder de in dit besluit en in bijlage III bepaalde voorwaarden worden de bevorderingen tot de graden van de loopbaan van industrieel ingenieur echter door de Koning verleend".

Artikel 6 (artikel 4 van het ontwerp).

In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de woorden "interdepartementale stagecommissie" ingevoegd tussen de woorden "Directieraad" en "departementale stagecommissie".

Artikel 7 (artikel 6 van het ontwerp).

In bijlage II bij hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 oktober 1979, worden de woorden "diploma van technisch ingenieur" ingevoegd tegenover de vermelding "Bijlage I, A, 2, 4°".

.../...

HOOFDSTUK II. OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikel 8 (artikel 8 en artikel 9 van het ontwerp).

§ 1. Het personeelslid dat met de graad van technisch ingenieur of van eerste technisch ingenieur is bekleed en wiens diploma met dat van industrieel ingenieur is gelijkgesteld, wordt tot de graad van industrieel ingenieur benoemd.

Die benoeming heeft uitwerking op de eerste dag van de maand volgend op de dag van de kennisgeving van de gelijkstelling van het diploma.

Indien het personeelslid de kennisgeving toezendt binnen dertig dagen na de bekendmaking van dit besluit, heeft de benoeming echter uitwerking op de datum van de gelijkstelling van het diploma, maar op zijn vroegst op 1 december 1978

De gelijkstelling van het diploma wordt per aangetekende brief ter kennis gebracht van het hoofd van de inrichting waartoe het personeelslid behoort.

§ 2. Het personeelslid dat krachtens paragraaf 1 benoemd wordt tot de graad van industrieel ingenieur behoudt de hoedanigheid van personeelslid onder contract, van tijdelijk personeelslid, van stagedoend of vastbenoemd personeelslid die hij bezit op het ogenblik van die benoeming.

§ 3. De eerste technisch ingenieur die krachtens paragraaf 1 tot industrieel ingenieur wordt benoemd, wordt geacht de graadanciënniteit die hij respectievelijk in de graden van technisch ingenieur en eerste technisch ingenieur verkregen heeft, in de graad van industrieel ingenieur te hebben verkregen ... (voorts zoals in artikel 9, eerste lid, van het ontwerp).

Die fictieve anciënniteit mag echter niet meer bedragen dan drie jaar.

Artikel 9 (artikel 10, § 1, van het ontwerp).

De personeelsleden die, op de datum waarop dit besluit wordt bekendgemaakt, bekleed zijn met de graad van hoofd-technisch ingenieur en wier diploma met dat van industrieel ingenieur is gelijkgesteld, kunnen op hun verzoek tot de graad van eerstaanwezend industrieel ingenieur worden benoemd onder de voorwaarden bepaald in artikel 8, § 1, tweede, derde en vierde lid.

De in de vroegere graad verkregen graadanciënniteit wordt geacht in de nieuwe te zijn verkregen.

Die personeelsleden hebben de voorrang voor de benoeming tot de graad van industrieel ingenieur - hoofd van dienst.

Artikel 10 (artikel 10, § 2, van het ontwerp).

De personeelsleden die geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar de graad van hoofd-technisch ingenieur, dat op de datum waarop dit besluit wordt bekendgemaakt georganiseerd of nog in uitvoering is, en wier diploma met dat van industrieel ingenieur is gelijkgesteld, kunnen op hun verzoek tot de graad van eerstaanwezend industrieel ingenieur worden benoemd onder de voorwaarden bepaald in artikel 8, § 1, tweede, derde en vierde lid.

HOOFDSTUK III. SLOTBEPALINGEN.

Artikel 11 van artikel 12

(Zoals in het ontwerp, maar in artikel 12 schrijve men "...zijn, ieder wat hem betreft, ..." in plaats van "worden, ieder wat hem betreft, ...")".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren kamervoorzitter,

P. KNAEPEN, conseillers d'Etat,
A. VANWELKENHUYZEN, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,

C. DESCHAMPS, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier assumé,
Mevrouw toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. KNAEPEN.

Le rapport a été présenté par Mme J.-M. DAGNELIE, auditeur adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. KNAEPEN.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. J.-M. DAGNELIE, adjunct-auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.